

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

NATIXIS LEASE

Société anonyme au capital de 267 242 320 euros.
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.
379 155 369 R.C.S. Paris.

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 30 mai 2017.

I. — Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/16	31/12/15
Caisses, banques centrales	1	2
Effets publics et valeurs assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	89 510	62 168
Opérations avec la clientèle	58 256	40 889
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	517 836	504 290
Parts dans les entreprises liées	0	0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	3 680 943	3 424 218
Immobilisations incorporelles	26 801	23 433
Immobilisations corporelles	1 001	816
Autres actifs	92 034	44 644
Comptes de régularisation	5 425	4 005
Total de l'actif	4 471 807	4 104 465

Passif	31/12/16	31/12/15
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	3 675 740	3 260 151
Opérations avec la clientèle	437	388
Dettes représentées par un titre	15 012	30 000
Autres passifs	110 154	125 247
Comptes de régularisation	85 017	82 893
Provisions	16 504	14 820
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	2 903	5 216
Capitaux propres hors FRBG		
Capital souscrit	267 242	267 242
Primes d'émission	117 198	117 198
Réserves	26 724	26 361
Ecart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau	174 585	44 593
Résultat de l'exercice (+/-)	- 19 710	130 356
Total du passif	4 471 807	4 104 465

Hors-bilan	31/12/16	31/12/15
Engagements donnés :		
Engagements de financement	406 199	290 652
Engagements de garantie	1 939 140	2 247 254
Engagements sur titres	0	0
Engagements sur instruments financier à terme	939 159	852 572
Engagements reçus :		
Engagements de financement	155 000	155 000
Engagements de garantie	1 897 081	1 684 037
Engagements sur titres	0	0

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts et produits assimilés	14 798	15 535
Intérêts et charges assimilés	– 42 894	– 55 064
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	1 613 922	1 570 818
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	– 1 603 539	– 1 378 694
Revenus des titres à revenu variable	34 999	38 918
Commissions (produits)	155	185
Commissions (charges)	– 9 462	– 10 043
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	171	49
Autres produits d'exploitation bancaire	1 686	1 235
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
Produit net bancaire	9 835	182 938
Charges générales d'exploitation	– 37 866	– 36 458
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	– 3 096	– 1 742
Résultat brut d'exploitation	– 31 126	144 738
Coût du risque	1 338	6 338
Résultat d'exploitation	– 29 789	151 075
Gains ou pertes sur actif immobilisés	9 192	– 138
Résultat courant avant impôt	– 20 597	150 938
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	– 1 426	– 20 557
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	2 313	– 24
Résultat net	– 19 710	130 356

III. — Note annexe aux comptes annuels.

Exercice 2016.

i – Cadre général.

a) Cadre juridique et financier. — NATIXIS LEASE est un établissement de crédit spécialisé dans le crédit-bail mobilier dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 2 juillet 1966.

Le capital social de NATIXIS LEASE s'élève à 267 millions d'euros et est composé de 16 702 645 actions de nominal 16 euros entièrement libérées.

b) Faits caractéristiques de l'exercice. — L'exercice 2016 a été marqué par la mise en production du projet Schéma Commissionnaire en juillet 2016.

A fin 2016, le projet Schéma Commissionnaire a été déployé sur 4 Banques Populaires.

Les charges sur le projet ont été immobilisées en 2016 à hauteur de 8,5 millions d'euros.

Dans le cadre des tests de dépréciations sur les titres de participation, une provision pour dépréciation de 20,6 millions d'euros a été comptabilisée sur les titres de la société CICOBAIL.

Deux reprises de provision pour dépréciation ont été comptabilisées sur les titres des sociétés NATIXIS CAR LEASE et OCEOR LEASE RÉUNION à hauteur respectivement de 27,2 millions d'euros et de 7,2 millions d'euros.

La garantie accordée par Natixis Lease à ses filiales de crédit-bail immobilier en gestion extinctive Cicobail et Natixis Bail a continué à produire ses effets sur 2016, à ce titre NATIXIS LEASE a encaissé une commission de 11,2 millions d'euros, a été appelé en garantie à hauteur de 0,2 millions d'euros par Cicobail et a appelé en garantie Natixis Bail à hauteur de 1,4 millions d'euros.

c) Evénements postérieurs à la clôture. — Néant.

ii – Principes et méthodes comptables.

Note 1. – Principes et méthodes comptables appliqués. — Les comptes annuels de NATIXIS LEASE, arrêtés le 31 décembre 2016 sont établis et présentés conformément aux règles définies par NATIXIS dans le respect du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes comptables.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
 - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes comptables.

Les règlements CRC n° 2002-10 relatifs aux amortissements et dépréciations d'actifs et CRC n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs n'ont pas été appliqués. En effet, l'Avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du CNC exclut, dans les comptes individuels les contrats de location au sens d'IAS 17 du champ d'application du règlement n° 2004-06 du CRC. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée en raison de la nature des immobilisations financées et des immobilisations d'exploitation.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes comptables, NATIXIS LEASE continue d'appliquer la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R-01 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Enfin, NATIXIS LEASE a comptabilisé, à compter du 01/01/2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction selon les dispositions prévues au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables. La méthode retenue est l'étalement linéaire, sur la durée de vie effective du crédit, des charges et produits soumis au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe NATIXIS.

Note 2. – Changement de méthode comptable. — Néant.

Note 3. – Méthodes d'évaluation. — La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.A Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple :

— Les immobilisations destinées à la location sont enregistrées comme suit :

— La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

— La valeur nette de dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.

— Le niveau d'amortissement retenu en cumul est compris entre le minimum linéaire en cumul et le maximum dégressif en cumul.

— Pour ce qui concerne la dotation aux amortissements 2016, la fourchette fiscale autorisée s'étend de 804 millions d'euros pour le minimum légal correspondant à la dotation linéaire à 1 317 millions d'euros pour le maximum correspondant à la dotation calculée à 100 % de l'amortissement dégressif pour les matériels éligibles à ce mode d'amortissement.

— La dotation nette aux amortissements retenue par NATIXIS LEASE pour l'exercice 2016 s'élève à 1 323 millions d'euros, montant qui s'inscrit à l'intérieur de la fourchette fiscale autorisée.

— La « Réserve Latente » est formée par l'écart existant entre l'encours financier des contrats de location et de crédit-bail, et la valeur nette comptable des immobilisations rattachées à ces mêmes contrats.

— Compte tenu du montant de dotation aux amortissements de 1 323 millions d'euros retenu, la Réserve Latente Cumulée au 31/12/2016 s'élève à 492 millions d'euros (491 844 933 Euros). L'impôt différé relatif à la Réserve Latente s'élève en conséquence à 169 millions d'euros (169 342 210 Euros). Le calcul de cet impôt différé est effectué au taux normal de l'IS soit 33,33 % complété de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

— L'encours financier pour sa part est :

— Diminué des dépréciations pour pertes en capital : pertes probables sur les matériels attachés aux contrats résiliés et des dépréciations pour risques de perte en capital, pour un total de 16,0 millions d'euros.

— Augmenté de la part en capital des loyers qui courent, après le 31 décembre. En effet, les loyers sont perçus d'avance et comptabilisés prorata temporis : financièrement, ils comportent une part en capital qui amortit l'encours financier et une part en intérêt qui rémunère le capital restant dû.

— Les impayés et les créances douteuses : Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis.

3.B Participations et parts dans les entreprises liées : Ce poste enregistre la valeur d'acquisition des titres détenus par la Société dans les sociétés dont elle assure le contrôle ou dans lesquelles elle exerce une influence, directement ou indirectement. Il n'est pratiqué une dépréciation de ces titres ou créances que s'il est justifié d'une dépréciation par rapport à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en fonction de critères fondés sur la rentabilité et les perspectives de développement et sur le patrimoine des titres détenus. Dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, une dépréciation est constituée pour la différence.

Le portefeuille de participation est constitué des principales lignes suivantes :

- LEASE EXPANSION dont l'activité est la location financière informatique,
- NATIXIS ENERGECO (SOFERGIE), dont l'activité est le crédit-bail ou la location financière de biens meubles ou immeubles dans le secteur de l'environnement, des économies d'énergie et des collectivités locales,
- NATIXIS LEASE IMMO dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple,
- NATIXIS BAIL dont l'activité est également le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- NATIXIS LLD, société, dont l'objet est la location longue durée de véhicules, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- CICOBAIL, société Sicomi dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- OCEOR LEASE REUNION dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- OCEOR LEASE TAHITI dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- OCEOR LEASE NOUMEA dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- NATIXIS CAR LEASE dont l'activité est la location longue durée de voitures,
- CO ASSUR, courtier en assurance,
- SUD OUEST BAIL, dont l'activité est le crédit-bail immobilier, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,

3.C Immobilisations propres : Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif :

- agencements : 10 ans,
- mobilier et matériel de bureau : 5 à 6 ans 2/3,
- logiciels acquis : 3 ans.

Les immobilisations reçues dans le cadre d'opérations de fusion ou d'apport sont amorties sur la durée restant à courir.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement. Ils sont amortis en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Cette durée est comprise entre 1 et 3 années selon les logiciels créés.

3.D Dépréciations et provisions :

— Dépréciations des créances douteuses : Elles sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et portent essentiellement sur des loyers impayés et des indemnités de résiliation. Elles sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice.

— Dépréciation des ITNL : Toute résiliation ou résolution de contrat entraîne un examen de la valeur bilancielle et de la valeur vénale du bien, l'écart éventuel constaté pouvant conduire à une dépréciation de la valeur de l'actif.

Les mouvements de dépréciations afférents aux actifs loués en crédit-bail et location financière sont inscrits en produit net bancaire.

— Provisions pour risques et charges : Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L. 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L. 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

Elles couvrent principalement des risques relatifs à des engagements par signature envers, CICOBAIL, NATIXIS BAIL et LEASE EXPANSION notamment.

3.E Créances et dettes avec les établissements de crédit :

— Créances avec les établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

3.F Les engagements hors bilan :

— Les engagements donnés et reçus :

– Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle : le stock « accords » est calculé de façon statistique et représente un mois d'investissement, calculé sur la moyenne des six derniers mois ;

– Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit : ils sont essentiellement relatifs aux engagements reçus des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne dans le cadre du partage de risques sur les dossiers apportés par les deux réseaux ;

– Engagements de garantie donnés à ses filiales en gestion extinctive (CICOBAIL, NATIXIS BAIL).

— Les opérations sur instruments financiers à terme : Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes comptables.

Les contrats sont comptabilisés en hors bilan pour leur montant notionnel.

Les opérations d'échange de taux d'intérêt sont des opérations de macro-couverture et font l'objet d'une comptabilisation d'intérêts prorata temporis, selon la méthode obligataire. Ces instruments sont généralement conservés par NATIXIS LEASE jusqu'à leur échéance. Toutefois, lorsque des mouvements affectent les actifs que ces instruments couvraient (cessions et rachats anticipés etc...), des annulations anticipées d'instruments sont effectuées.

3. G Passifs sociaux, engagement en matière de retraite et de médaille du travail : Les passifs sociaux sont provisionnés conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes comptables.

La provision comptabilisée au bilan correspond :

— A la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées relatifs au personnel en activité ;

— Minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements ;

— Minorée ou majorée des écarts actuariels résultant :

– Des écarts d'expérience liés aux variables démographiques,

– Des évolutions des hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux de sortie, taux de progression des salaires),

– Des différences constatées entre le rendement réel et le rendement attendu des plans d'actifs en couverture.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

— Pour le complément de pension bancaire CAR, le taux d'actualisation retenu est de 1,22 % et le rendement attendus des actifs de 1,22 % ;

— Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 0,95 % et le taux de rendement attendu de 0,95 % ;

— Pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 0,65 % ;

La méthode du corridor est appliquée pour les engagements de retraite et assimilés.

La valorisation des indemnités de fin de carrière a été impactée par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2005 qui permet à un employeur de mettre à la retraite le salarié sans chargement. Cet impact est analysé comme un changement de régime à amortir sur la durée résiduelle d'acquisition des droits à compter de juillet 2005.

3.H Produits sur opérations de crédit-bail et de location : Ils sont constitués des loyers de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location simple.

Les loyers sont facturés et perçus d'avance. Les périodes de location peuvent être mensuelles, trimestrielles, semestrielles ou annuelles. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période qui court après la date d'arrêté.

Sont également enregistrés en compte de produits :

— les plus-values fiscales des matériels liés aux contrats,

— les indemnités de résiliation qui correspondent aux loyers restant dus par les locataires lors de la résiliation des contrats ; ces indemnités sont provisionnées à 100 %,

— et la part en intérêts des dotations et reprises de provision pour créances douteuses, pour risques et charges sur crédit-bail et la part en intérêts des récupérations sur créances amorties.

3.I Intérêts et charges assimilées : Ils sont constitués essentiellement du coût de refinancement de la Société, principalement auprès de NATIXIS.

3.J Revenus des titres : Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

3.K Charges générales d'exploitation : Elles recouvrent l'ensemble des frais de gestion du groupe, y compris les impôts et taxes, nets des refacturations aux filiales.

3.L Impôt sur les Sociétés : Ce poste enregistre l'impôt calculé et également, selon les règles définies par le règlement n° 2000-03, les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

3.M Le risque de taux : Les engagements de NATIXIS LEASE (concours de crédit-bail et de location) sont essentiellement des concours à taux fixe.

Outre ses fonds propres, NATIXIS LEASE accède auprès de NATIXIS à des refinancements à taux fixe d'une durée comprise entre 1 et 5 ans, ainsi qu'à des refinancements à taux variables, indexés Eonia et Euribor. Ces refinancements à taux variables font l'objet d'une couverture par l'intermédiaire d'opérations sur instruments à terme (échanges de taux, caps, floors, collars...).

La gestion du risque de taux optimise le coût du refinancement dans des limites de gestion de l'impasse à taux fixe, fixées par le Conseil d'Administration.

3.N Autres informations : Depuis le 1^{er} janvier 2001, la société NATIXIS LEASE est intégrée fiscalement au sein du groupe dont NATIXIS est la tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du Groupe NATIXIS est fondée sur le principe de la neutralité selon lequel chaque filiale détermine son impôt et contribue à l'impôt du Groupe comme si elle n'était pas intégrée. La charge d'impôt exigible de chaque filiale n'est pas modifiée du fait de l'intégration.

L'économie d'impôt, ou le surplus d'imposition généré par le régime de l'intégration fiscale, est comptabilisée par la société mère NATIXIS.

NATIXIS, en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt éventuelle vis-à-vis du Trésor Public.

Au titre de l'exercice 2016, la charge d'impôt sur les sociétés de NATIXIS LEASE s'élève à – 53 K€ (écart sur l'IS 2015 et crédits d'impôts famille et mécénat).

NATIXIS LEASE ne verse pas de rémunération directe à ses dirigeants (Administrateurs, PDG, DG, DG délégué) au sens de l'art. R. 123-198-1 du Code de commerce.

Le montant des jetons de présence versé en 2016 au titre de 2015 aux membres du Conseil d'Administration s'est élevé à 26 100 euros.

En application du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, NATIXIS LEASE n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS et du Groupe BPCE.

iii. – Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

Note 1. – Bilan.

1.A Créances sur les établissements de crédit :

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir					Total 31/12/16
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	Non ventilées	
Créances à vue :						
Comptes ordinaires	82 622	0	0	0	0	82 622
Créances garants	0	0	0	0	0	0
Créances partenaires	6 885	0	0	0	0	6 885
Créances à terme :						
Comptes et prêts à terme	3					3
Créances rattachées	0					0
Autres sommes dues						
Total	89 510	0	0	0	0	89 510

1.B Participations et parts dans les entreprises liées :

(En milliers d'euros.)	Valeur brute comptable		Provisions		Valeur nette 31/12/16	Dotation 2016	Reprise 2016
	31/12/15	31/12/16	31/12/15	31/12/16			
Avances en compte courant	73	0			0		

Parts dans les sociétés financières	538 553	538 470	34 336	20 634	517 836	20 609	34 311
Total	538 626	538 470	34 336	20 634	517 836	20 609	34 311

1.C Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple :

Immobilisations								
(En milliers d’euros.)	Valeur brute comptable 31/12/15	Immobilisations					Valeur brute comptable 31/12/16	Immobilisa tion nettes 31/12/16
		Augmentations			Diminutions			
		Acquisitions	Transferts	Apports	Transferts	Cessions		
Crédit-bail mobilier et LOA en location	6 000 215	1 600 223	0	0	46 059	1 187 506	6 366 873	2 999 948
Crédit-bail immobilier en location	86 762	48 146	0	0	0	24 683	110 224	78 090
Location financière	1 220 104	411 546	0	0	869	419 198	1 211 582	543 816
Location simple	8 840	0	0	0	0	0	8 840	4 646
I.T.N.L.	48 317	0	46 929	0	0	48 284	46 961	996
Coût de transaction CRC	10 065	91	0	0	0	0	10 230	10 230
Clients collectifs et impayés	14 991	6 799	0	0	0	0	21 790	21 790
Clients douteux	47 887	279	0	0	0	7 123	41 042	21 192
Indemnités de résiliation	89 392	0	0	0	0	7 760	81 632	234
Total	7 526 573	2 067 084	46 929	0	46 928	1 694 555	7 899 175	3 680 943

Amortissements & dépréciations							
(En milliers d'euros.)	Valeur comptable 31/12/15	Amortissements & dépréciations					Valeur comptable 31/12/16
		Augmentations			Diminutions		
		Dotations	Transferts	Apports	Transferts	Reprises	
Crédit-bail mobilier et LOA en location	3 204 027	1 121 612	0	0	34 832	923 881	3 366 925
Crédit-bail immobilier en location	23 218	12 744	0	0	0	3 828	32 134
Location financière	711 462	235 154	0	0	519	278 330	667 766
Location simple	3 001	1 193	0	0	0	0	4 194
I.T.N.L.	41 800	5 815	39 429	0	0	41 078	45 966
Clients douteux	25 728	4 768	0	0	4 319	6 327	19 849
Indemnités de résiliation	89 040	14 021	0	0	0	21 664	81 398
Perte en capital	4 079	0	0	0	4 079	0	0
Total	4 102 355	1 395 306	39 429	0	43 748	1 275 109	4 218 233

1.D Tableaux de classement des créances, provisions et décotes :

(En milliers d'euros.)	Créances			
31/12/16	Saines	Douteuses	Douteuses compromises	Total
Créances sur établissement de crédit	89 507	0	0	89 507
Créances sur la clientèle	58 256	349	0	58 605
Créances sur crédit-bail mobilier	6 426 530	88 486	29 357	6 544 373
Créances sur crédit-bail immobilier	110 224	0	0	110 224
Créances sur location financière	1 231 256	3 615	1 365	1 236 235
Créances sur location simple	8 885	0	0	8 885
Provision sur la clientèle	0	- 349	0	- 349
Provisions sur créances crédit-bail (loyer)	0	- 72 683	- 24 033	- 96 716
Provisions sur créances location financière (loyer)	- 542	- 3 290	- 1 242	- 5 074
Provisions sur créances location simple (loyer)	- 4 194	0	0	- 4 194
Provisions dépréciation crédit-bail (capital)	0	- 4 815	0	- 4 815
Provisions dépréciation location financière (capital)	- 4 565	0	0	- 4 565
Provisions dépréciation ITNL - CBM	- 2 678	0	0	- 2 678
Provisions dépréciation ITNL - LF	- 65	0	0	- 65
Amortissement CBM LOA	- 3 396 988	0	0	- 3 396 988

Amortissement CBI	- 32 134	0	0	- 32 134
Amortissement LS	- 671 548	0	0	- 671 548
Total	3 811 946	11 313	5 447	3 828 706

(En milliers d'euros.)	Encours financier			
31/12/16	Saines	Douteuses	Restructurées	Total
Créances sur crédit-bail	3 068 852	19 051	36 850	3 124 753
Créances sur location financière	519 074	404	1 021	520 499

1.E Immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'euros.)	Valeur brute comptable 31/12/15	Immobilisations			Valeur brute comptable 31/12/16	Immobilisations nettes 31/12/16
		Augmentation	Diminution	Apports		
Immobilisations incorporelles :						
Logiciels	10 953	12 907	19	0	23 841	14 765
Autres immobilisations incorporelles	807	0	0	0	807	700
Fonds de commerce	2 847	0	0	0	2 847	2 847
Immobilisation en cours	8 476	9 671	12 492	0	5 655	5 655
Malis technique de fusion	7 481	0	0	0	7 481	2 833
Immobilisations corporelles :						
Installations, agencements, amé.	1 586	320	0	0	1 906	774
Mobilier et matériels de bureau	2 917	31	34	0	2 914	227
Matériel de transport						
Total	35 067	22 929	12 545	0	45 452	27 802

(En milliers d'euros.)	Amortissements				
	31/12/15	Dotations	Reprises	Reclassement	31/12/16
Immobilisations incorporelles :					
Logiciels	6 886	2 209	19	0	9 075
Autres immobilisations incorporelles	107	0	0	0	107
Malis technique de fusion	138	4 510	0	0	4 648
Immobilisations corporelles :					
Installations, agencements, amé.	1 029	103	0	0	1 132
Mobilier et matériels de bureau	2 658	63	34	0	2 688
Matériel de transport					
Total	10 818	6 884	52	0	17 650

1.F Autres actifs :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Primes : CAP achetés	0	2
Etat : crédit de TVA et demande de remboursement de TVA	55 687	10 670
Etat : créance is et autres organismes	1 902	2 163
Autres débiteurs divers	34 445	31 808
Total	92 034	44 643

1.G Comptes de régularisation (actif) :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Chèques et A.V.P. à l'encaissement		
Produits à recevoir des sociétés du groupe		
Autres produits à recevoir	3 559	3 184
Charges constatées d'avances et autres comptes de régularisation	1 866	821
Total	5 425	4 005

1.H Dettes sur les établissements de crédit :

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir					Total 31/12/16
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	Non ventilées	
Dettes à vue :						
Comptes ordinaires	76 013	0	0	0	0	76 013
Garants	0	0	0	0	0	
Dettes partenaires	10 841	0	0	0	0	10 841
Dettes à terme :						
Emprunts à terme	298 859	685 374	2 490 340	112 214	0	3 586 788
Dettes rattachées	2 098	0	0	0	0	2 098
Total	387 811	685 374	2 490 340	112 214	0	3 675 740

1.I Dettes représentées par un titre :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Titres de créances négociables	15 000	30 000
Créances rattachées sur TCN	12	
Total	15 012	30 000

1.J Autres passifs :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Dépôts de garantie	3 211	7 851
Prime CAP vendus	0	0
Dettes sur l'état, TVA non encaissée	10 105	28 427
Autres dettes fiscales		
Dettes sociales	16 229	16 033
Fournisseurs	55 454	47 513
Subventions	7 189	8 543
Autres créiteurs divers	17 966	16 879
Total	110 154	125 246

1.K Opérations avec la clientèle :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Comptes créditeurs à terme	437	388
Autres sommes dues		
Total	437	388

1.L Comptes de régularisation (passif) :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Loyers comptabilisés d'avance	66 622	64 226
Autres comptes de régularisation	18 395	18 668
Total	85 017	82 894

1.M Provisions pour risques et charges :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Provisions				31/12/16
		Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Changement de méthode	
Opérations non bancaires ou connexes :						
Provisions pour charges de retraite IFC	2 645	326	0	0	0	2 971
Provisions pour charges de retraite	1 956	321	0	0	0	2 277
Provision pour médailles du travail	2 275	162	0	0	0	2 437
Autres provisions						
Opérations bancaires ou connexes :						
Liées aux engagements par signatures	3 578	3 516	195	1 161	0	5 738

Autres provisions	4 366	1 488	0	2 773	0	3 081
Total	14 820	5 813	195	3 934	0	16 504

— Détail des engagements sur retraite complémentaire CAR :

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
Engagement au 31/12/2016 :			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	4 702	2 425	2 277
Dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	751	275	476
Changements de régime restant à étaler	0	0	0
Engagement total	5 453	2 700	2 753

— Détail des engagements sur indemnités de fin de carrière :

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
Engagement au 31/12/2016 :			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	4 008	1 037	2 971
Dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	1 351	56	1 294
Changements de régime restant à étaler	718	0	718
Engagement total	6 076	1 093	4 983

— Détail des engagements sur médailles du travail :

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
Engagement au 31/12/2016 :			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	2 437	0	2 437
Dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	0	0	0
Changements de régime restant à étaler	0	0	0
Engagement total	2 437	0	2 437

1.M bis Fonds pour risques bancaires généraux :

(En milliers d'euros.)	31/12/15	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/16
Fonds pour risques bancaires généraux	5 216	357	2 670	0	2 903
Total	5 216	357	2 670	0	2 903

1.N Capitaux propres :

(En milliers d'euros.)	31/12/15 avant affect. du résultat	Résultat 31/12/15	Affectation du résultat	Distribution dividende	Aug de capital	Impact chgt de méthode*	31/12/16
Capital	267 242	0	0	0	0	0	267 242
Primes	117 198	0	0	0	0	0	117 198
Réserve légale	26 361	0	364	0	0	0	26 724
Report à nouveau	44 593	0	129 992	0	0	0	174 585
Dividendes							
Résultat	0	130 356					- 19 710
Total	455 394	130 356	130 356	0	0	0	566 040

Note 2. – Hors bilan.

2.A Opérations sur instruments financiers à terme :

Opérations sur instruments de taux d'intérêts à terme	31/12/16	Durée résiduelle			31/12/15	31/12/16
(En milliers d'euros.)	Notionnel	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Notionnel	Juste valeur
Contrats de gré à gré :						
Contrats d'échange de taux	1 273 184	213 284	926 296	133 604	1 525 901	17 395

COLLAR - Partie Floor	0	0	0	0	179	0
FRA						
Achats de CAPS - dont partie Cap / Collar					0	

2.B Engagements donnés :

Engagements hors bilan donnés		Engagements au 31/12/16	Engagements au 31/12/15
(En milliers d'euros.)			
Engagements donnés :			
Engagements de financement		406 199	290 652
Engagement de garantie		1 939 140	2 247 696
CICOBAIL	972 590		
NATIXIS BAIL	954 876		
BANQUE PALATINE	75		
CREDIT FONCIER	0		
EUROSIC	0		
BP Invest 1	442		
BATIROC	11 158		
Valeurs données en garantie		939 159	852 572
BCE	852 158		
TRICP	87 001		

2.C Engagement reçus :

Engagements hors bilan reçus	Encours	Encours
(En milliers d'euros.)	Garantie 2016	Garantie 2015
Engagements reçus :		
Engagements de financement	155 000	155 000
Engagement de garantie	1 897 081	1 684 037

Note 3. – Compte de résultat.

3.A Intérêts charges et produits assimilés :

Produits	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Intérêts sur comptes ordinaires	1	1
Intérêts prêts aux filiales	0	3
Revenus des prêts	2 912	1 744
Autres produits financiers	72	
Intérêts sur instruments de hors bilan	11 190	12 896
Produits sur instruments de taux	622	891
Total	14 798	15 535

Charges	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Intérêts sur comptes ordinaires	- 94	- 22
Intérêts sur emprunts et comptes débiteurs	- 15 910	- 24 054
Intérêts sur valeurs données en pension à terme	- 69	- 18
Intérêts sur opérations avec la clientèle		
Commissions de caution ayant la nature d'intérêts	- 11 159	- 10 707
Autres intérêts et charges assimilées	- 185	- 24
Charges sur instruments de taux	- 15 477	- 20 238
Total	- 42 894	- 55 063

3.B Opérations de crédit-bail et de LOA :

Produits	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Loyers	1 264 510	1 211 446
Indemnités de résiliation	18 912	26 961
Plus-values de cessions	32 016	28 605
Dotations aux provisions sur intérêts	– 17 861	– 29 174
Reprises de provisions CB	30 608	30 029
Pertes sur créances	– 29 105	– 24 606
Récupération sur créances amorties	383	414
Autres produits	23 203	26 907
Total	1 322 666	1 270 582

Charges	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Dotations aux amortissements	– 1 186 785	– 987 490
Dotations aux provisions risques et charges	– 1 403	– 272
Moins-values de cessions	– 125 647	– 123 933
Dotations aux provisions CB	– 3 296	– 4 079
Versements liés aux garanties données aux filiales	– 2 147	– 4 009
Autres charges	– 4 908	– 3 978
Total	– 1 324 185	– 1 123 761

3.B Bis Opérations de location Financière :

Produits	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Loyers	261 341	276 795
Indemnités de résiliation	332	711
Plus-values de cessions	27 614	21 724
Récupération sur créances amorties	6	8
Dotation aux provisions	– 378	– 879
Reprise aux provisions	2 184	1 937
Pertes sur créances	– 2 006	– 1 649
Autres produits	1 789	1 245
Total	290 881	299 892

Charges	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Dotations aux amortissements	– 245 854	– 224 085
Moins-values fiscales et valeur des achats SEP	– 34 083	– 28 012
Autres charges	– 303	– 368
Reprises aux provisions LF	2 079	– 2 471
Total	– 278 162	– 254 936

3.C Opérations de location simple :

Produits	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Loyers	374	343
Plus-values fiscales		0
Autres produits		
Total	374	343

Charges	31/12/16	31/12/15
(En milliers d'euros.)		
Dotations aux amortissements		0

Dotations aux provisions Immeuble LS	- 1 193	
Moins-values fiscales		0
Autres charges	0	0
Total	- 1 193	0

3.D Produits et charges de commissions :

Produits (En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Commissions de caution Ets de crédit		
Commissions de caution clients	155	185
Total	155	185

Charges (En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Commissions de caution		
Commissions d'apport	- 9 010	- 9 577
Autres commissions versées	- 452	- 466
Total	- 9 462	- 10 043

3.E Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Gain sur opérations de change	171	49
Perte sur opérations de change	0	0
Gains sur titres de transaction		
Total	171	49

3.F Titres a revenu variable :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Dividendes Energeco	14 170	7 342
Dividendes Natixis Bail	4 289	6 512
Dividendes Cicobail	6 892	4 928
Dividendes Natixis lease Immo (ex Fructicomi)	0	5 815
Dividendes Co Assur	1 764	1 688
Dividendes Océor Lease Réunion	6 849	931
Dividendes SCI VALMY (Liquidation 2015)	0	11 700
Dividendes Francilia	0	1
Dividendes Comelia	1 036	0
Total	34 999	38 917

3.G Autres charges et produits d'exploitation :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Produits des activités non bancaires	309	1 295
Autres produits divers		
Autres charges d'exploitation bancaire	1 378	- 59
Total	1 686	1 236

3.H Charges générales d'exploitation :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Salaires et traitements	- 28 949	- 28 497
Charges sociales	- 17 234	- 16 704
Intéressement et participation	- 5 814	- 5 462
Impôts et taxes sur rémunération	- 4 376	- 4 406
Dotations aux provisions pour risques fiscales	- 85	

Dotations aux provisions pour charges de personnel	- 634	- 263
Charges refacturées aux sociétés du groupe	52 632	53 025
Autres frais administratifs	- 36 502	- 35 894
Total	- 40 962	- 38 201

3.I Coût du risque :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Dotations aux prov./ créances douteuses part en capital	- 48	- 47
Reprise de prov./ créances douteuses part en capital	36	34
Solde net des prov. pour risques & charges /engagement de HB	- 318	5 000
Pertes sur créances irrécupérables		0
Dotation à la décote sur créances restructurées		0
Récupérations sur créances amorties		0
Garantie groupe NL	1 668	1 351
Total	1 338	6 338

3.J Résultat sur actif immobilisé :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Perte sur actif immobilisé - Titres	0	0
Perte sur actif immobilisé - Dépréciation mali technique	9 192	- 138
Total	9 192	- 138

3.K Résultat exceptionnel :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Charges exceptionnelles diverses	0	0
Produits exceptionnels divers	0	0
Total	0	0

3.L Impôts sur les bénéfices :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Impôt sur les sociétés	- 1 426	- 20 557
Impôt retenue à la source		
Crédit impôt intéressement		
Pénalités et amendes fiscales	0	0
	- 1 426	- 20 557

Charge d'impôt sur les sociétés :

Résultat avant impôt	Résultat	Impôt dû 31/12/	Contribution sur	Contribution sur	Crédit Impôt	Reliquat Impôts	Résultat net 31/
(En milliers d'euros.)	comptable av. IS	16	I.S. 1,5 %	I.S. 3,3 %	Famille 31/12/16	2009 31/12/16	12/16
Résultat ordinaire Natixis Lease (France)	- 26 528	- 53	0	0	0	0	- 26 476
Résultat ordinaire Natixis Lease (Madrid)	4 269	935					3 334
Résultat ordinaire Natixis Lease (Milan)	3 975	543					3 432
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0	0
Total	- 18 284	1 426	0	0	0	0	- 19 710

iv – Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat.

a) Consolidation. — Les comptes individuels de NATIXIS LEASE sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS.

b) Proposition d'affectation du résultat* :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Bénéfice après impôt	- 19 710	130 356
Réserves légales	0	364
Report à nouveau avant répartition (*)	174 585	44 593

Distribution de dividendes	0	0
Report à nouveau après répartition	154 875	174 585
<i>* Y compris le report à nouveau Madrid.</i>		

c) Etat des créances et des dettes selon la durée restant à courir :

Actif (En milliers d'euros.)	Montants bruts 31/12/16	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Non ventilées
Banques centrales et CCP	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	89 507	89 508	0	0	0	0
Créances sur la clientèle	58 605	2 877	5 745	25 160	24 474	349
Crédit-bail et location : créances rattachées	21 790	18 280	729	2 184	597	0
Clients douteux	41 042	1 287	1 287	0	0	38 467
Indemnités de résiliation	81 632	0	0	0	0	81 632
Total	292 576	111 952	7 761	27 345	25 071	120 448

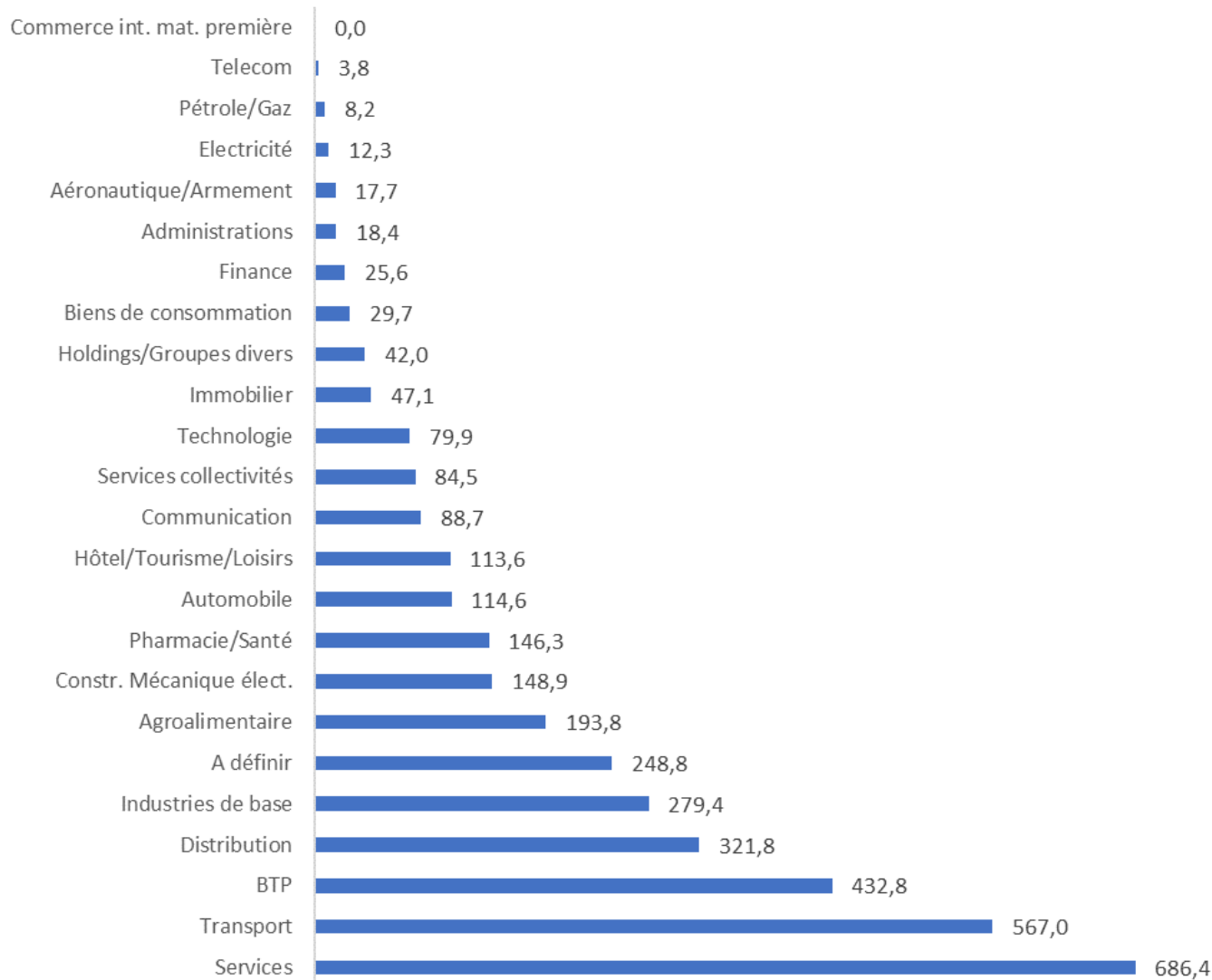
Passif	Montants 31/12/16	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Non ventilées
Dettes envers les établissements de crédit	3 675 740	387 811	685 374	2 490 340	112 214	0
Comptes créditeurs de la clientèle	437	437	0	0	0	0
Total	3 676 177	388 248	685 374	2 490 340	112 214	0

d) Ventilation sectorielle des encours :

d-1) Ventilation sectorielle selon la notation Banque de France :

Secteur économique	Encours brut	Encours brut
	M€	M€ %
Services	686,4	18%
Transport	567,0	15%
BTP	432,8	12%
Distribution	321,8	9%
Industries de base	279,4	8%
A définir	248,8	7%
Agroalimentaire	193,8	5%
Constr. Mécanique élect.	148,9	4%
Pharmacie/Santé	146,3	4%
Automobile	114,6	3%
Hôtel/Tourisme/Loisirs	113,6	3%
Communication	88,7	2%
Services collectivités	84,5	2%
Technologie	79,9	2%
Immobilier	47,1	1%
Holdings/Groupes divers	42,0	1%
Biens de consommation	29,7	1%
Finance	25,6	1%
Administrations	18,4	0%
Aéronautique/Armement	17,7	0%
Electricité	12,3	0%
Pétrole/Gaz	8,2	0%
Telecom	3,8	0%
Commerce int. mat. première	0,0	0%
Total	3 711,4	100%

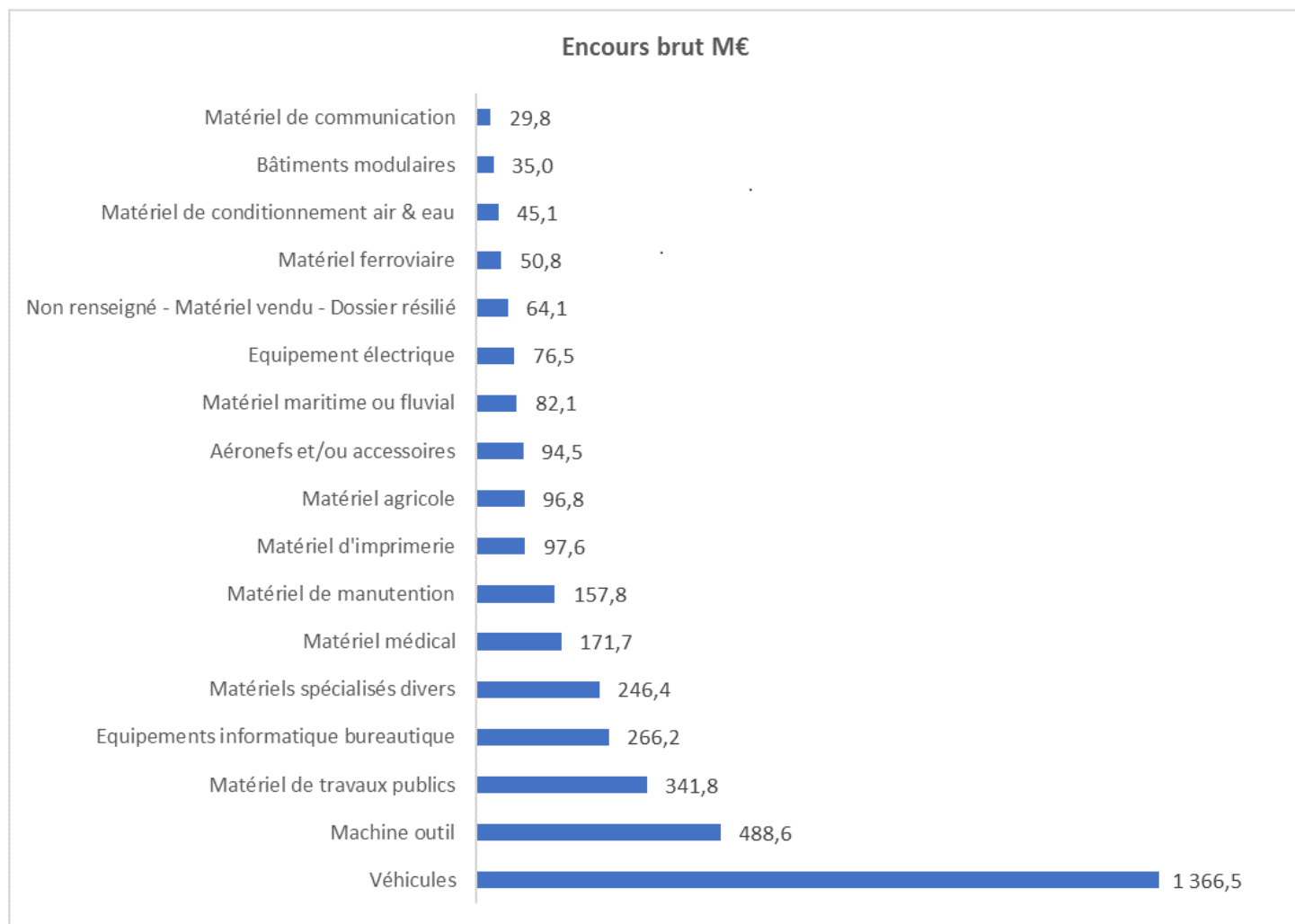
Encours brut M€



d-2) Ventilation sectorielle selon la nature des biens financés : chiffres 2015, en attente des données pour actualisation :

Bien financé	Encours brut	Encours brut
	M€	M€ %
Véhicules	1 366,5	37%
Machine outil	488,6	13%
Matériel de travaux publics	341,8	9%
Equipements informatique bureautique	266,2	7%
Matériels spécialisés divers	246,4	7%
Matériel médical	171,7	5%
Matériel de manutention	157,8	4%
Matériel d'imprimerie	97,6	3%
Matériel agricole	96,8	3%
Aéronefs et/ou accessoires	94,5	3%
Matériel maritime ou fluvial	82,1	2%
Equipement électrique	76,5	2%
Non renseigné - Matériel vendu - Dossier résilié	64,1	2%
Matériel ferroviaire	50,8	1%
Matériel de conditionnement air & eau	45,1	1%
Bâtiments modulaires	35,0	1%

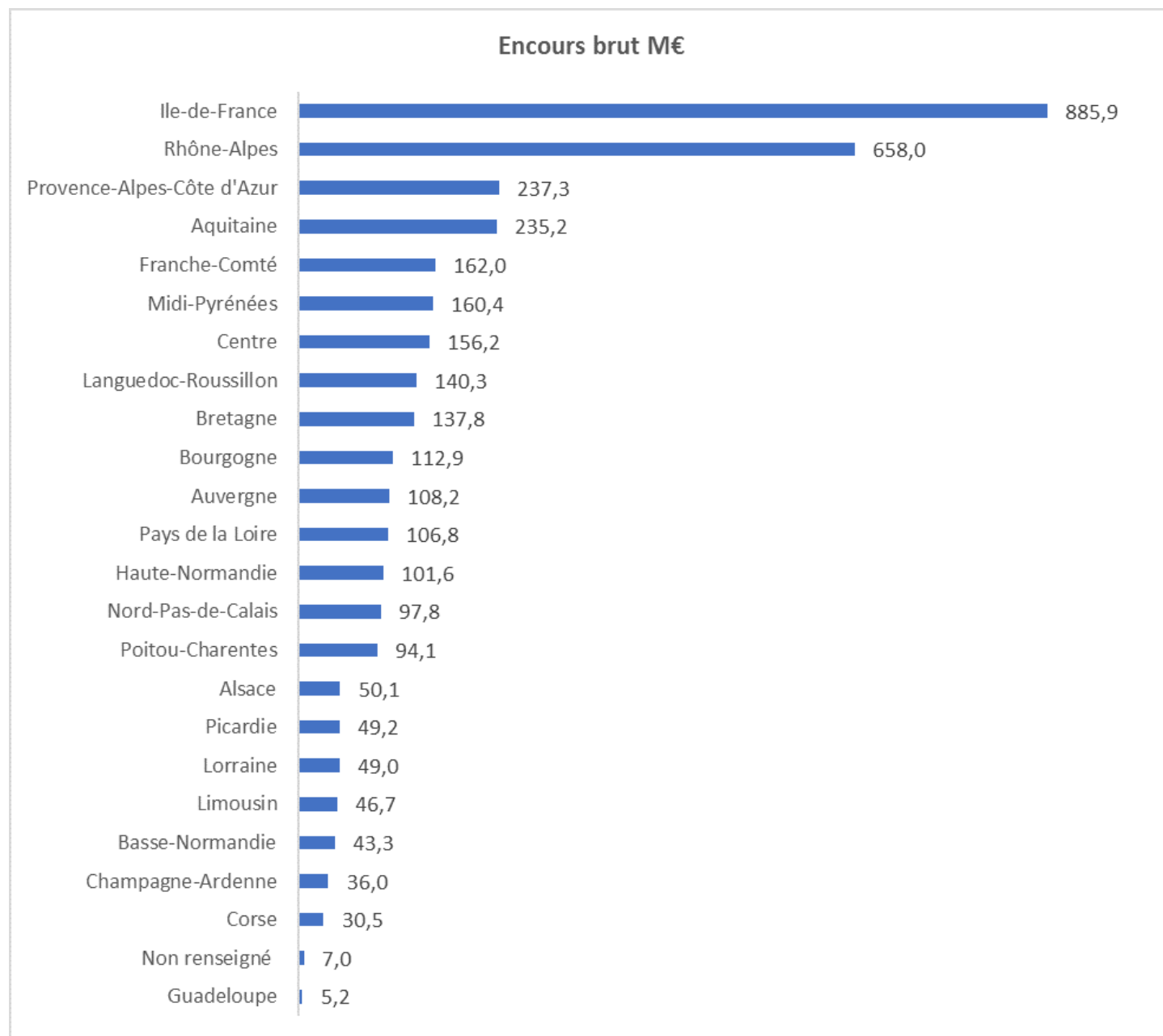
Matériel de communication	29,8	1%
Total	3 711,4	100%



d-3) Ventilation sectorielle selon la localisation des biens financés : chiffre d'affaires 2015, en attente des données pour actualisation :

Secteur économique	Encours brut	Encours brut
	M€	M€ %
Guadeloupe	5,2	0,14%
Non renseigné	7,0	0,19%
Corse	30,5	0,82%
Champagne-Ardenne	36,0	0,97%
Basse-Normandie	43,3	1,17%
Limousin	46,7	1,26%
Lorraine	49,0	1,32%
Picardie	49,2	1,32%
Alsace	50,1	1,35%
Poitou-Charentes	94,1	2,53%
Nord-Pas-de-Calais	97,8	2,63%
Haute-Normandie	101,6	2,74%
Pays de la Loire	106,8	2,88%
Auvergne	108,2	2,92%
Bourgogne	112,9	3,04%
Bretagne	137,8	3,71%
Languedoc-Roussillon	140,3	3,78%
Centre	156,2	4,21%
Midi-Pyrénées	160,4	4,32%

Franche-Comté	162,0	4,36%
Aquitaine	235,2	6,34%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	237,3	6,39%
Rhône-Alpes	658,0	17,73%
Ile-de-France	885,9	23,87%
Total	3 711,4	100%



e) Principaux éléments concernant les entreprises liées et le réseau des Banques Populaires :

(En milliers d'euros.)	Filiales	Natixis	Banques Populaires Régionales
Prêts à terme auprès des Ets de crédit	0	54 750	4
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit		3 394 858	265 131
Charges financières	27	12 787	2 066
Commissions payées au titre des apports de contrats	0	0	9 010
Commissions payées au titre des garanties reçues		119	10 812

f) Effectif par catégorie socio-professionnelle :

	31/12/16	31/12/15
Employés	250	267
Cadres	309	295
Total	559	562

g) Filiales et participations :

(En milliers d'euros.)	% détenu	Capital de la Société	Capitaux propres (yc résultat hors subv. d'investissement et prov. réglementées)	Nombre d'actions ou de parts	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Dividendes versés en 2016	Chiffre d'affaires 2016	Résultat social 2016
A) Renseignements détaillés									
1- Filiales									
LEASE EXPANSION	100,00 %	1 580	1 707	98 750	2 513	2 513	0	78 917	492
NATIXIS LEASE IMMO	100,00 %	62 029	67 116	3 876 827	60 775	60 775	0	505 569	- 4 786
ENERGECO	100,00 %	8 320	30 632	520 000	14 785	14 785	14 170	57 076	19 494
NATIXIS BAIL	100,00 %	154 868	195 159	3 970 980	194 142	194 142	4 289	171 578	- 1 636
SNC CLADEL PART	0,00 %								
CO ASSUR	100,00 %	40	1 366	2 500	1 562	1 562	1 764	2 974	1 293
SCI BBP invest 2	0,00 %								
NATIXIS LLD	100,00 %	8 000	13 265	80 000	8 000	8 000	0	2 661	4 902
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT	0,03 %	13 528	13 418	300	30	5	0	106	- 110
OCEOR LEASE REUNION	100,00 %	8 000	13 443	66 115	15 151	15 151	6 849	100 789	2 437
OCEOR LEASE TAHITI	100,00 %	2 866	5 402	62 174	4 346	4 346	0	9 607	209
OCEOR LEASE NOUMEA	99,09 %	2 200	9 346	10 781	7 118	7 118	0	18 822	- 700
CICOBAIL	77,14 %	103 887	195 261	4 006 715	194 407	173 797	6 892	291 607	11 490
NATIXIS CAR LEASE	100,00 %	4 520	16 699	20 000	30 000	30 000	0	80 770	- 3 529
SUD OUEST BAIL	100,00 %	5 000	5 087	326 799	5 634	5 634	1 036	33 459	- 34
SCI MANTELIA	0,00 %								
SCI FRANCLIA	0,00 %								
VALEE VERTE	0,20 %	8	669	1	7	7	0	0	468
SCI COMELIA	1,00 %	2	4	1	0	0	0	2 511	2

h) Répartition de l'actionnariat 31/12/16 :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant nominal	Montant du capital	% du capital
Natixis	16 670 511	16	266 728 176	100
Natixis Madrid	32 134	16	514 144	0
BPCE	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0
Total	16 702 645		267 242 320	100

i) Honoraires des Commissaires aux comptes* :

(En milliers d'euros.)	31/12/16	31/12/15
Price Waterhouse Coopers	68	66
Deloitte	103	97
Total	171	163

* Y compris les honoraires liés à la mission de certification des comptes concernant les succursales de Madrid et Milan.

IV. — Affectation du résultat.

L'assemblée générale, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de 19 709 970,88 €, en totalité au report à nouveau créateur qui passera ainsi de 174 585 390,50 € (dont 686 152,46 € de report à nouveau négatif 2015 de Natixis Madrid) à 154 875 419,62 €.

L'assemblée générale prend acte que la société n'a pas distribué de dividendes au titre des trois exercices précédents.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société NATIXIS LEASE SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Estimations comptables : Comme indiqué dans les notes II-3.a et II-3.c de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions.

En outre, comme indiqué dans la note II-3-a « opérations de crédit-bail et de location simple » de l'annexe, les immeubles en location simple et les immeubles temporairement non loués font l'objet d'évaluations par des évaluateurs indépendants. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à apprécier les dépréciations constituées au regard des évaluations transmises par les experts immobiliers.

Les parts dans les entreprises liées sont évaluées à leur coût d'acquisition et dépréciées sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans l'annexe II-3-d « participation et parts dans les entreprises liées ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly sur Seine, le 12 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit,
Agnès Hussherr,
Associée ;

Deloitte et Associés,
Laure Silvestre-Siaz,
Associée.

VI. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé. — Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé. — En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention de garantie entre NATIXIS LEASE SA et sa filiale CICOBAIL SA, autorisée le 13 décembre 2011 :

— Nature et objet : Par cette convention, NATIXIS LEASE SA garantit l'intégralité des encours nets portés par CICOBAIL SA, comprenant l'encours au dernier loyer payé, majoré des loyers et de toutes créances qui seraient éventuellement impayées, déduction faite des garanties reçues par d'autres établissements, soit un encours net de au 31 décembre 2016 de 972 590 milliers d'euros. Les frais et honoraires liés à la gestion contentieuse des opérations restent à la charge des deux entités.

— Modalités : Au titre de cette garantie NATIXIS LEASE SA a enregistré un produit de 5 822 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Convention de garantie entre NATIXIS LEASE SA et sa filiale NATIXIS BAIL SA, autorisée le 13 décembre 2011 :

— Nature et objet : Par cette convention, NATIXIS LEASE SA garantit l'intégralité des encours nets portés par NATIXIS BAIL SA, comprenant l'encours au dernier loyer payé, majoré des loyers et de toutes créances qui seraient éventuellement impayées, déduction faite des garanties reçues par d'autres établissements, soit un encours net au 31 décembre 2016 de 954 876 milliers d'euros. Les frais et honoraires liés à la gestion contentieuse des opérations restent à la charge des deux entités.

— Modalités : Au titre de cette garantie NATIXIS LEASE SA a enregistré un produit de 5 351 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit,
Agnès Hussherr,
Associée ;

Deloitte et Associés,
Laure Silvestre-Siaz,
Associée.

VII. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

1703187